



## RETRAIT DU PLAN DOUSTE-BLAZY

### DE DESTRUCTION DE LA SECURITE SOCIALE !

Saint-Cyr l'Ecole, le 02 juin 2004.

Document consultable sur notre site web : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/>

Créée à la fin de la Seconde Guerre Mondiale dans les conditions les plus difficiles, la Sécurité Sociale demeure aujourd'hui encore la plus grande de nos conquêtes sociales.

« Destinée, selon l'ordonnance qui l'institue le 4 octobre 1945, à garantir les travailleurs et leur famille contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leurs capacités de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent », la Sécurité Sociale reste ainsi l'institution majeure de la solidarité entre actifs et inactifs, bien portants et malades, générations actuelles et futures, et ce malgré tous les coups qui lui ont été portés par les gouvernements successifs : ordonnances De Gaulle, CSG Rocard, lois Balladur, Plan Juppé, lois Aubry...

Financé par le "salaire différé", centralisé sous forme de cotisations, puis redistribué solidairement sous forme de prestations, notre système de protection sociale collective garantit aux salariés et à leurs familles un droit égal à la couverture des "risques sociaux" : maladie, vieillesse, famille, décès, invalidité, chômage.

S'élevant en 2002 à 437 milliards € (2.867 milliards F), soit une fois et demie le budget de l'Etat, le budget de la protection sociale aiguise évidemment bien des appétits, à commencer par ceux des assureurs, banquiers et autres spéculateurs qui rêvent de mettre la main sur cet énorme pactole...

Dans cet objectif évidemment inavouable, le gouvernement de MM. CHIRAC et RAFFARIN prétend aujourd'hui réformer l'assurance maladie en s'appuyant sur le « diagnostic partagé » du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie. La "réforme" qu'il prépare aujourd'hui en secret est en réalité une **contre-réforme destructrice, en particulier avec la mise en place d'une « enveloppe financière globale »**. On ne serait plus soigné en fonction de son état de santé mais en fonction de ce que pourrait couvrir l'enveloppe financière, se réduisant peu à peu à une peau de chagrin.

***Le prétexte avancé pour justifier ce gigantesque recul social, auprès de l'opinion publique, serait le déficit "abyssal" de la protection sociale.***

Selon le rapport 2003 de l'Agence centrale des organismes de la SECU, qui centralise toutes les cotisations, **entre 1992 et 2002 les patrons ont empoché, grâce aux mesures d'exonération adoptées par les gouvernements successifs : 92,1 milliards d'Euros compensés par l'Etat (et redonnés à la Sécu) et 21,6 non compensés, soit un total de 113,7**

**milliards d'euros ! Les 92,1 milliards de dettes patronales compensées ont été payés par l'impôt c'est-à-dire dans l'immense majorité par les salariés. Les salariés ont donc payé deux fois !** Et M. Douste-Blazy ose aujourd'hui demander aux salariés de rembourser les arrêts maladie qui seraient « abusifs » alors qu'il se refuse, et pour cause, à exiger le retour à la Sécu de ces milliards d'arriérés patronaux ! C'est dans le même esprit qu'il entend demander un euro (et demain combien ?) par ordonnance, multiplier les déremboursements de médicaments, augmenter le forfait hospitalier, élargir l'assiette de la CSG, ....

Non seulement la SECU n'est pas en déficit mais ses comptes présenteraient un excédent considérable si on y intègre ces dettes patronales. Pour le gouvernement Raffarin-Douste Blazy, ce pseudo- déficit de la SECU n'est qu'un prétexte. Il applique à la lettre les directives de l'Europe de Maastricht en matière de santé et protection sociale, qui exige d'aller vers la « libéralisation»-privatisation dans ce domaine comme pour l'ensemble des services publics (la Poste, EDF-GDF, SNCF...).

**POUR TOUTES CES RAISONS,  
DEFENDANT LA SECURITE SOCIALE DANS TOUS SES  
FONDEMENTS DEFINIS EN 1945 (SALAIRE DIFFERE,  
SOLIDARITE, EGALITE), LA CGT-INRA REVENDIQUE :**

- Le retrait du plan DOUSTE-BLAZY
- Le maintien de toutes les prestations, et l'arrêt des déremboursements
- le règlement intégral des dettes patronales s'élevant à 113.7 milliards,
- Le droit égal pour tous à la santé, le retrait du Plan Hôpital 2007.
- L'abrogation de la CSG, de la CRDS, du forfait hospitalier.
- L'augmentation des salaires, l'arrêt des exonérations des cotisations sociales dites "patronales".
- La création massive d'emplois qualifiés, l'arrêt des emplois précaires et des licenciements.
- Une politique de ré-industrialisation et de développement des services publics.

**Le 5 Juin, des manifestations unitaires sont organisées à Paris et dans la plupart des villes de Province.**

**La CGT-INRA invite les personnels de l'INRA, titulaires comme non- titulaires, à y participer massivement pour y porter ces exigences de défense de la Sécurité Sociale.**

**Pour la Région Parisienne :**

**14h30 de République à Nation (RV sous le ballon de l'UGFF)**